

# **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MAUBEUGE-VAL DE SAMBRE**

---

<b>RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE</b>	Dossier n° E25000073/59
<b>OBJET</b>	Modification de droit commun n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal.
<b>COMMISSAIRE ENQUETEUR</b>	Jean-Paul DEFOORT 2 rue du Moulin 59530 BEAUDIGNIES

## **ANNEXES AU RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE**

---

**OCTOBRE 2025**

## **LISTE DES ANNEXES**

### **ANNEXE 1 : Arrêtés**

- 1.1 : Décision de désignation du commissaire enquêteur
- 1.2 : Ouverture d'enquête

### **ANNEXE 2 : Publicité**

- 2.1 : Parutions dans les journaux
- 2.2 : Sites internet du pétitionnaire
- 2.3 : Affichages

### **ANNEXE 3 : Procès verbal et mémoire en réponse**

- 3.1 : Procès-verbal de fin d'enquête publique
- 3.2 : Mémoire en réponse du pétitionnaire

# **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MAUBEUGE-VAL DE SAMBRE**

**MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU PLAN LOCAL  
D'URBANISME INTERCOMMUNAL**

**(DOSSIER E25000073/59)**

---

## **ANNEXE 1 : ARRETES**

**1.1 : Décision de désignation du commissaire enquêteur**

**1.2 : Arrêté d'ouverture d'enquête publique**

<p><b>1.1 DESIGNATION DU COMMISSAIRE</b></p> <p><b>ENQUETEUR</b></p>
----------------------------------------------------------------------

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

20/05/2025

N° E25000073 /59

Le président du tribunal administratif

**E- Décision désignation commissaire du 20/05/2025**

**CODE :1**

Vu, enregistrée le 07/05/2025, la lettre par laquelle le président de la communauté d'agglomération Maubeuge – Val de Sambre demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour :

Objet(s) : Modification de droit commun n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

Maître d'ouvrage : Communauté d'agglomération Maubeuge – Val de Sambre.

Territoire(s) concerné(s) : Commune de Jeumont.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-41 à L. 153-44 ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2025 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Jean-Paul DEFOORT, figurant sur la liste d'aptitude du département du Nord, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Monsieur Hervé MAILLARD, figurant sur la liste d'aptitude du département du Nord, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 3** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 4** : La présente décision sera notifiée au président de la communauté d'agglomération Maubeuge – Val de Sambre à Monsieur Jean-Paul DEFOORT et à Monsieur Hervé MAILLARD.

Fait à Lille, le 20/05/2025

Le Président,

Eric KOLBERT

Pour expédition conforme,  
Pour le greffier en chef,  
L'adjoint administratif délégué,



## **1.2 ARRETE D'OUVERTURE D'ENQUETE**



## ARRETE

**Arrêté : N° 1232/2025**

**Emetteur : Président**

**Objet : Arrêté prescrivant l'enquête publique portant sur la procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la CAMVS**

**Nous**, soussigné Bernard BAUDOUX, Président de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre (CAMVS) ;

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44 et R153-8 ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-33 relatifs aux enquêtes publiques ;

**Vu** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, dite ALUR ;

**Vu** l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

**Vu** le décret n°2013-142 du 14 février 2013 d'application de l'ordonnance précitée ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 30 mai 2013 portant création de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre, de la Communauté de Communes Frontalière Nord-Est Avesnois, de la Communauté de Communes Nord Maubeuge, de la Communauté de Communes Sambre-Avesnois et du SIVU pour la requalification de la friche industrielle CLECIM ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2022 portant extension des compétences de la CAMVS à la compétence facultative « usages numériques en matière de numérique éducatif » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022 portant modification des statuts de la CAMVS ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 20 mai 2025 déclarant d'utilité publique le projet de contournement nord de Maubeuge et emportant la mise en compatibilité des PLUi de la CAMVS et de la CCPM ;

**Vu** la délibération n° 2266 du Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et instaurant le Droit de Préemption Urbain ;

**Vu** la délibération n° 2656 du Conseil Communautaire du 18 mars 2021 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLUi ;

**Vu** la délibération n° 3082 du Conseil Communautaire du 16 décembre 2021 approuvant la modification simplifiée n° 2 du PLUi ;



**Vu** la délibération n° 3241 du Conseil Communautaire du 07 avril 2022 approuvant la modification simplifiée n° 3 du PLUi ;

**Vu** la délibération n° 4252 du Conseil Communautaire du 09 octobre 2024 approuvant la modification simplifiée n° 4 du PLUi ;

**Vu** l'arrêté n° 1051 en date du 24 avril 2024 portant prescription d'une procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la CAMVS ;

**Vu** la notification de l'arrêt de projet de la modification de droit commun n°1 du PLUi aux Communes concernées et aux Personnes Publiques Associées par courriers en date du 29 avril 2025 et leurs avis exprimés en retour ;

**Vu** la décision n°E2500073/59 du 20 mai 2025 par laquelle Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille a désigné Monsieur Jean Paul DEFOORT en qualité de commissaire enquêteur, et Monsieur Hervé MAILLARD en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

**Vu** les pièces du dossier soumis à enquête publique.

## **ARRETONS**

### **Article 1 : Enquête publique : objet et caractéristiques principales**

Il est prescrit une enquête publique pour les motifs suivants :

- Modifier le zonage de UC à UE sur les parcelles AB 232, AC 504 et AC 505 en prolongement de la zone de la justice de la commune de Jeumont ;
- Modifier l'Orientation d'Aménagement et de Programmation à vocation économique sur la zone de la Justice de la commune de Jeumont.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification de droit commun n° 1 de PLUi – éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique et des remarques des Personnes Publiques Associées – sera soumis à l'approbation du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre (CAMVS).

### **Article 2 : Durée de l'enquête publique et mise à disposition du dossier et registre**

Après concertation avec le commissaire enquêteur, il est décidé une enquête publique qui aura lieu du Lundi 8 septembre 2025 au Mardi 23 septembre 2025 inclus, soit 16 jours consécutifs.

Le dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront déposés en commune de Jeumont et au Pôle Accueil situé au 18 rue du 145<sup>ème</sup> RI à Maubeuge (Siège de l'enquête) aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.



Les observations pourront être consignées sur le registre, et être adressées également par écrit pendant toute la durée de l'enquête à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête au Pôle Accueil, 18 rue du 145<sup>ème</sup> RI 59600 MAUBEUGE. Elles pourront également être envoyées sur l'adresse mail dédiée : [enquetepublique.mdc1@amvs.fr](mailto:enquetepublique.mdc1@amvs.fr). Elles seront annexées par ses soins au procès-verbal après avoir été cotées au registre d'enquête.

### **Article 3 : Identité du commissaire enquêteur, lieu et dates de rencontre avec le public**

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille a désigné Monsieur Jean-Paul DEFOORT en qualité de commissaire enquêteur titulaire, et Monsieur Hervé MAILLARD en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le commissaire enquêteur, ou son suppléant, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations aux jours, heures et lieux suivants :

- Le 08 septembre 2025 de 09h00 à 11h30 en mairie de Jeumont
- Le 23 septembre 2025 de 14h00 à 17h00 en mairie de Jeumont.

### **Article 4 : Publicité de l'enquête**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché notamment au siège de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre et en mairie de Jeumont, 15 jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci de manière visible et lisible de l'extérieur.

L'accomplissement de cette mesure de publicité fera l'objet d'un Certificat des Maires des communes membres concernées de la CAMVS et du Président de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre.

Cet avis sera également publié sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre : [www.agglo-maubeugevaldesambre.fr](http://www.agglo-maubeugevaldesambre.fr)

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

### **Article 5 : Clôture de l'enquête**

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 2, le registre sera clos et signé par le Commissaire Enquêteur.

Il rencontre le responsable du projet dans les 8 jours qui suivent la clôture de l'enquête et lui remet le procès-verbal de synthèse des observations du public. La CAMVS dispose d'un délai de 15 jours pour remettre un mémoire en réponse au Commissaire.



Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois après la clôture de l'enquête publique pour transmettre au Président de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre, le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

**Article 6 : Mise à disposition du public du rapport**

Le rapport du commissaire-enquêteur restera à la disposition du public au Pôle Accueil de la CAMVS ainsi que sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant à la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs.

**Article 7 : Identification de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées**

La Direction de l'Aménagement et Urbanisme de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre reste à la disposition du public pour tout renseignement lié à l'accomplissement de cette procédure (tél.03.27.53.01.00 – [urbanisme.durable@amvs.fr](mailto:urbanisme.durable@amvs.fr) ) et pour transmettre les coordonnées du Commissaire-Enquêteur.

**Article 8 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa publication.  
Il peut, dans ce même délai de deux mois et préalablement à une saisine du tribunal administratif compétent, faire l'objet d'un recours gracieux adressé à Monsieur le Président de la CAMVS.

Aux termes d'un délai de deux mois à compter dudit recours gracieux, le silence du Président de la CAMVS vaut décision implicite de rejet, conformément à la réglementation en vigueur.

Dans ce cas s'ouvre un nouveau délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif précité d'un recours contentieux contre la décision implicite de rejet et la présente décision.

**Article 9 : Affichage et diffusion de l'arrêté**

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation des présentes sera adressée à :

- Madame La Sous-préfète d'Avesnes-sur-Helpe.
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes membres concernées de la CAMVS.
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille.
- Monsieur Jean-Paul DEFOORT, commissaire enquêteur titulaire.
- Monsieur Hervé MAILLARD, commissaire enquêteur suppléant.

Fait à Maubeuge, en 3 exemplaires, le 10/07/2025

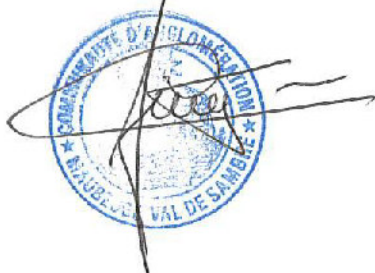
Le Président,  
**Bernard BAUDOUX**



Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en Sous-Préfecture le 16/07/25...  
et de la publication sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre le 16/07/25....

Le Président,

**Bernard BAUDOUX**



# **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MAUBEUGE-VAL DE SAMBRE**

**MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU PLAN LOCAL  
D'URBANISME INTERCOMMUNAL**

**(DOSSIER E25000073/59)**

---

## **ANNEXE 2 : PUBLICITE**

**2.1 : Parution dans les journaux**

**2.2 : Parution sur le site internet du pétitionnaire**

**2.3 : Affichage sur site**

## **2.1 : PARUTION DANS LES JOURNAUX**

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
DES HAUTS DE FLANDRE

## La voix du Nord – 20 août 2025

## LES ANNONCES

**CARNET**

Scannez ce QR code pour découvrir l'intégralité du contenu **DU CARNET**  
serviceclient@rosseladvertising.fr

**0511900901** Service client 6 jours sur 7

### LES DÉCÈS

**DIGNIES**

Marie-Louise MOREAU-BUSSÉ †, son épouse,  
Josiane LEMPEREUR, sa compagne,  
MOREAU †, son épouse,  
MOREAU †, ses enfants,  
Louis, David, Léa, Lison, Romane, ses petits-enfants,  
et Cécile, ses arrière-petits-enfants,  
ses beaux-frères et belles-sœurs,  
ses et nièces,  
LEPEREUR et DUBOIS,  
sa fille, sa belle-fille et leurs enfants,  
sa famille,  
tous les membres du personnel soignant,  
sont invités à se réunir au domicile de la famille pour faire part du décès de

**Monsieur André MOREAU**  
Artisan menuisier retraité  
Ancien conseiller municipal  
et adjoint à la mairie de Baudignies  
Ancien combattant d'AFN

à Laquesnoy, le mardi 9 septembre 2025, à l'âge de 93 ans.

Funérailles religieuses auront lieu le samedi 13 septembre 2025 à 9h en l'église de Baudignies suivie de l'inhumation au cimetière de la commune.

Les obsèques auront lieu à l'église à 10h15.

En l'attente des funérailles, Monsieur André MOREAU repose au funérarium des pompes funèbres Seraille, Z.A.E. Les Prés du Moy, Laquesnoy, où la famille recevra les visites les mercredi 10, jeudi 11 et vendredi 12 septembre 2025 de 16 heures à 19 heures.

Vous pouvez déposer vos messages de condoléances sur le site : [www.seraille.fr](http://www.seraille.fr)

**SERAILLE Funéraire**  
LAQUESNOY 03.27.49.09.67 - SOLESMES 03.27.72.57.85

### MERCIEMENTS

**FRS-SIRE-NICOLLE**

amies, votre présence, vos fleurs, vos mots réconfortants ont été un soutien précieux.

**Jean-Pierre DELVALLÉE**

Je tiens à remercier :

de DELVALLÉE JEUNIAUX, son épouse,  
de DELVALLÉE,  
de DELVALLÉE,  
de DELVALLÉE,  
de DELVALLÉE, ses filles et petits-enfants pour leur soutien et leur présence.

ables à votre délicatesse, ils vous expriment leurs sincères remerciements et leur profonde gratitude.

**Pompes Funèbres FRÈRE**  
HAUTMONT - rue de Sous-le-Mont 03.27.66.17.00  
MAUBEUGE - 1088, route de Mons 03.27.61.94.74

Retrouvez l'ensemble des avis du jour, par édition sur [www.lavoixdunord.fr](http://www.lavoixdunord.fr)

**LEGALES**

Tarification conforme à l'arrêté du 16 décembre 2024 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.  
serviceclients@rosseladvertising.fr

**09 70 80 86 12**

### VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

**ADRIEN RABEL EURL**

Capital 1 000 €  
Siège social à Valenciennes (59500), 42 avenue du Sénateur Girard  
831 327 997 RCS Valenciennes

Aux termes d'une décision du 01/07/2025, la gérance de EURL ADRIEN RABEL a décidé de transférer le siège social à 42, avenue du sénateur Girard à Valenciennes (59500), à compter du 01/07/2025, et de modifier l'article 4 des statuts.

### ANNONCES ADMINISTRATIVES

### ENQUÊTES PUBLIQUES

**COMMUNAUTÉ DES COMMUNES DES HAUTS DE FLANDRE**

Enquête publique relative à la modification n°4 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLU) de la Communauté des Communes des Hauts de Flandre

La présente enquête est ouverte du 10 juillet 2025, à l'expiration du délai de 30 jours consécutifs, du lundi 8 septembre 2025 à 09h00 au mardi 9 octobre 2025 à 17h00.

Ont été désignés par le Maire le Président du Tribunal Administratif de Lille :

- Monsieur l'ingénieur CLAUDE, comme commissaire enquêteur
- Monsieur Michel D. VET, comme commissaire enquêteur suppléant

Les pièces du dossier papier seront déposées au siège de la CCHF et dans les mairies de Hondechoore, Watten et Wormhout pour être mises à disposition du public, dès le premier jour de l'enquête et jusqu'au jour de sa clôture.

Le siège de l'enquête est situé au siège de la CCHF, 408 rue de la Couronne de Biemre à Bergues.

Le dossier d'enquête est composé ainsi qu'il suit : registre d'enquête à remplir par les citoyens, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à disposition du public dans les mairies des 40 communes du territoire et au siège de la CCHF.

Le dossier sera également disponible en consultation sur le site : <http://www.registre-democratie.fr/3364>

On sera pourra prendre connaissance du dossier d'enquête du PLU, tel que défini ci-dessus, et consulter ses observations et propositions :

- Sur un des registres d'enquête papier
- Sur le registre d'enquête dématérialisé disponible à l'adresse : <https://www.registre-democratie.fr/3364>, dès le premier jour de l'enquête et jusqu'à la clôture de la CCHF
- Par courrier à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur par écrit au siège de la CCHF - 408 rue de la Couronne de Biemre - 59300 Bergues
- De façon dématérialisée à l'adresse : [commissaire-enqueteur@ccchf.fr](mailto:commissaire-enqueteur@ccchf.fr)

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public dans deux communes afin de recevoir ses observations et propositions aux dates et heures consignées dans le tableau ci-dessous.

Les permanences se dérouleront soit en mairie de Hondechoore, soit en mairie de Watten, soit en mairie de Wormhout, soit au siège de la Communauté des Communes des Hauts de Flandre, 408 rue de la Couronne de Biemre à Bergues.

- Lundi 8 septembre 2025, BERGUES (siège CCHF), 9h-12h
- Vendredi 10 septembre 2025, HONDECHOORE (Mairie), 9h-12h
- Mercredi 24 septembre 2025, WORMHOUT (Mairie), 9h-12h
- Mercredi 1er octobre 2025, WATTEN (Mairie), 14h-17h
- Mardi 7 octobre 2025, BERGUES (siège CCHF), 14h-17h

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an jusqu'au 7 octobre 2026 :

- au siège de la CCHF aux dates et heures indiquées ci-dessus
- sur le site internet de la CCHF - [www.ccchf.fr](http://www.ccchf.fr)
- sur le site <https://www.registre-democratie.fr/3364>

Le dossier d'enquête est constitué des pièces suivantes :

- Les délibérations et arrêtés relatifs à la modification du PLU
- Le projet de modification du plan local d'urbanisme intercommunal, comprenant :
- La note de présentation,
- La justification nécessaire à l'examen au cas par cas
- Les pièces du PLU modifiées
- La liste des personnes publiques associées, les courriers de notification et les avis émis par les personnes publiques associées
- L'avis conforme de l'association environnementale
- Un document résumant les textes qui régissent l'enquête publique
- La copie de l'avis de consultation

Le projet de modification du PLU sera, à l'issue de l'enquête publique, soumis à la délibération du conseil communautaire pour approbation et mise en application.

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MAUBEUGE VAL DE SAMBRE (CAMVS)**

AVIS DE RAPPEL - ENQUÊTE PUBLIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI)

Il est rappelé qu'une enquête publique portant sur la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre (CAMVS) est en cours depuis le lundi 8 septembre 2025.

Cette enquête se déroule jusqu'au 23 septembre 2025 inclus, soit pendant 15 jours consécutifs, afin de permettre au public de prendre connaissance du dossier et de formuler ses observations.

Le dossier d'enquête publique est consultable dans les conditions précitées dans :  
- les communes de la CAMVS, notamment :

- sur le site internet de la CAMVS : [www.agglomeration-maubeuge-val-de-sambre.fr](http://www.agglomeration-maubeuge-val-de-sambre.fr)
- au Pôle Accueil de la CAMVS ainsi qu'en mairie de jour, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Un registre est mis à disposition dans chaque lieu de consultation et un commissaire enquêteur reçoit également le public selon le calendrier précisé dans l'avis d'enquête.

Les observations peuvent également être adressées :

- par voie postale au siège de l'enquête (CAMVS - place du Pavillon 59600 Maubeuge)
- ou par courrier électronique à l'adresse : [enquete@camvs.fr](mailto:enquete@camvs.fr)

Le présent avis est publié en application de l'article R123-11 du Code de l'environnement, huit jours après l'ouverture de l'enquête publique.

Scannez ce QR code pour découvrir l'intégralité du contenu **DES LEGALES**

### AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC ET OUVERTURE D'UN REGISTRE

**CREATION DE LA LIASON SOUTERRAINE A 225 000 VOLTS ENTRE PROLOSUIM ET LE POSTE RTE DE FLANDRE MARITIME**

RTE Réseau de Transport d'Electricité

Le projet de création de la liaison souterraine à 225 000 volts entre Prolosuim et le poste RTE de Flandre Maritime - dans le département du Nord - fait l'objet d'une demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) au profit de RTE Réseau de Transport d'Electricité. Conformément aux dispositions de l'article L.223-3 du code de l'énergie, une consultation du public préalable à la Déclaration d'Utilité Publique, ainsi que pendant 15 jours consécutifs, du lundi 29 septembre 2025 au mardi 14 octobre 2025.

Pendant la durée de la consultation, les intéressés pourront prendre connaissance du dossier de demande de Déclaration d'Utilité Publique en mairie de Saint-Georges-sur-Aa et de Craywick, communes concernées par le passage de la liaison souterraine, ainsi que sur les sites internet d'ouverture au public prévus ci-dessous :

Mairie de Saint-Georges-sur-Aa  
Rue du Village 59500 Saint-Georges-sur-Aa  
Les mairies de Craywick, entre 9h30 et 11h30.  
Mairie de Craywick  
251 rue de la Place 59273 Craywick  
Du lundi au vendredi, entre 9h30 et 11h30 et le samedi entre 9h et 12h.

Le public pourra faire connaître ses observations et propositions :

- Sur le site internet dédié au dossier de la liaison souterraine à 225 000 volts entre Prolosuim et le poste RTE de Flandre Maritime.
- Sur les sites internet de consultation de l'enquête publique, à l'adresse : [www.enquete-publique.fr](http://www.enquete-publique.fr)
- Sur le site internet de consultation de l'enquête publique, à l'adresse : [www.enquete-publique.fr](http://www.enquete-publique.fr)

Toutes les informations techniques sur le projet peuvent être consultées à l'adresse : [www.rte-france.com](http://www.rte-france.com)

Nous vous remercions de votre intérêt et de votre participation.

RTS Réseau de Transport d'Electricité

### AVIS ADMINISTRATIFS

**LA DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LILLE**

Lance une procédure d'appel à candidature pour l'implantation d'un dépôt de sacs créant temporairement sur la commune de QUESNAY sur DEULE (59650) Article 18 du décret n°230-720 du 20 juin 2023.

Première implantation : 120 mètres à l'ouest de l'ancien dépôt de sacs, place du Général de Gaulle.

Dépôt des candidatures : du 25 septembre au 25 novembre 2025 par signature et retrait du cahier des charges aux adresses suivantes :

- à la Mairie de QUESNAY sur DEULE, place du Général de Gaulle, du lundi 25 septembre au vendredi 25 novembre 2025 de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
- à la Direction régionale des Douanes, service Tabac, 5 rue de Courmieu CS 10683 59033 LILLE CEDEX du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

**Plus de 20 000 annonces légales**

publiées dans nos titres et sites internet en 2023

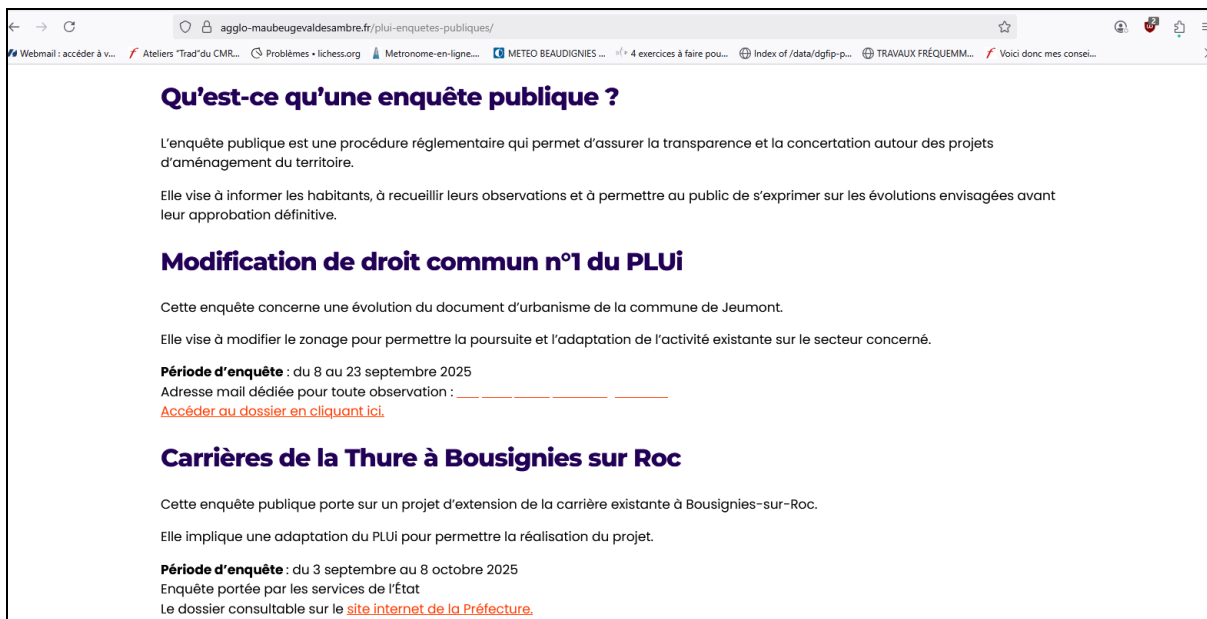
Et si c'était la vôtre ?

Pour toutes questions concernant la publication de vos annonces légales et la prise en charge de vos démarches, contactez nous :

**Numéros d'appel d'urgence**

- 15 : SAMU
- 17 : POLICE SECOURS
- 18 : POMPIERS
- 112 : NUMÉRO D'URGENCE

## **2.2 : SITES INTERNET DU PETITIONNAIRE**



**Copie d'écran du site internet de la CAMVS**

## **2.3 : AFFICHAGES**

- **Certificat d’affichage mairie de Jeumont**
- **Certificat d’affichage CAMVS**
- **Implantation des affichages sur site**



**VILLE DE JEUMONT**

Centre Administratif Georges Pompidou  
BP 70159 - 59572 Jeumont Cedex

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION CITOYENNETÉ & PROXIMITÉ

**Service Vie Citoyenne**

PO/HD/MC-JM

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

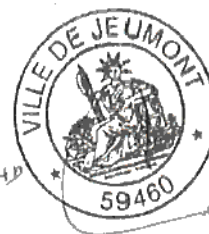
Je soussigné Pascal ORI, Maire de la Commune de JEUMONT, certifie que l'avis d'enquête publique, concernant la modification n°1 de droit commun du plan local d'urbanisme intercommunal de la CAMVS demandé par Monsieur BAUDOUX, Président de la Communauté de l'Agglomération Maubeuge Val de Sambre est affiché dans le panneau d'affichage, situé à la porte de la Mairie de la Commune de JEUMONT, à compter du 20 août 2025 et tout au long de l'enquête soit le 23 septembre 2025, inclus.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Le Maire

Pascal ORI

06 OCT. 2025



À Maubeuge, le 1<sup>er</sup> octobre 2025,

N.R : LF/StS/AS

199/2025

## CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné,

**Bernard BAUDOUX**

Président de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre

### CERTIFIE

Avoir affiché au pôle Accueil (18 rue du 145<sup>ème</sup> RI à Maubeuge), **du 20 août 2025 au 30 septembre 2025**, l'avis d'ouverture d'enquête publique dans le cadre de la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la CAMVS.

Le présent certificat administratif est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Pour le Président et par délégation

**Ludovic FONCK**

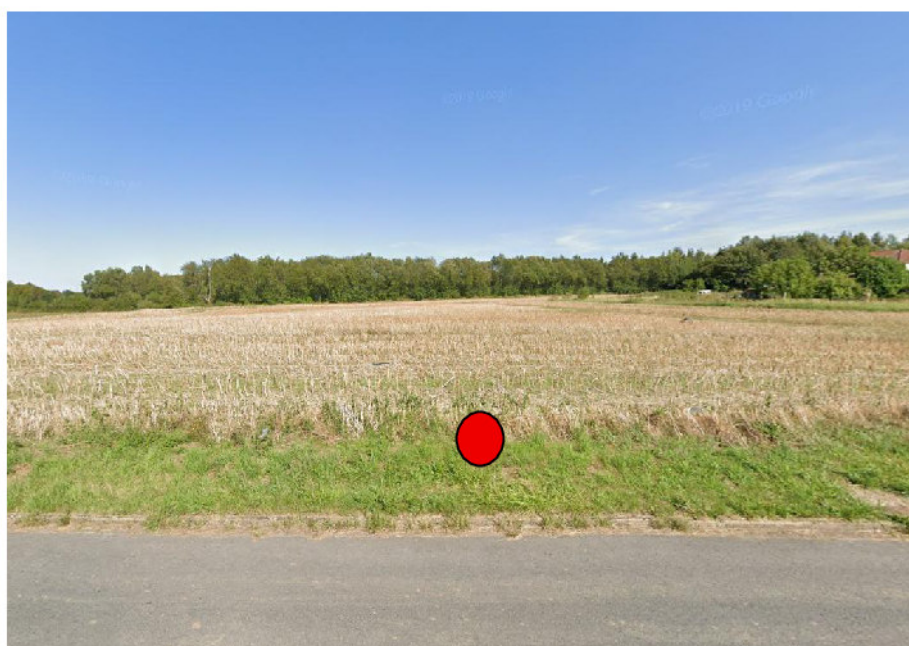
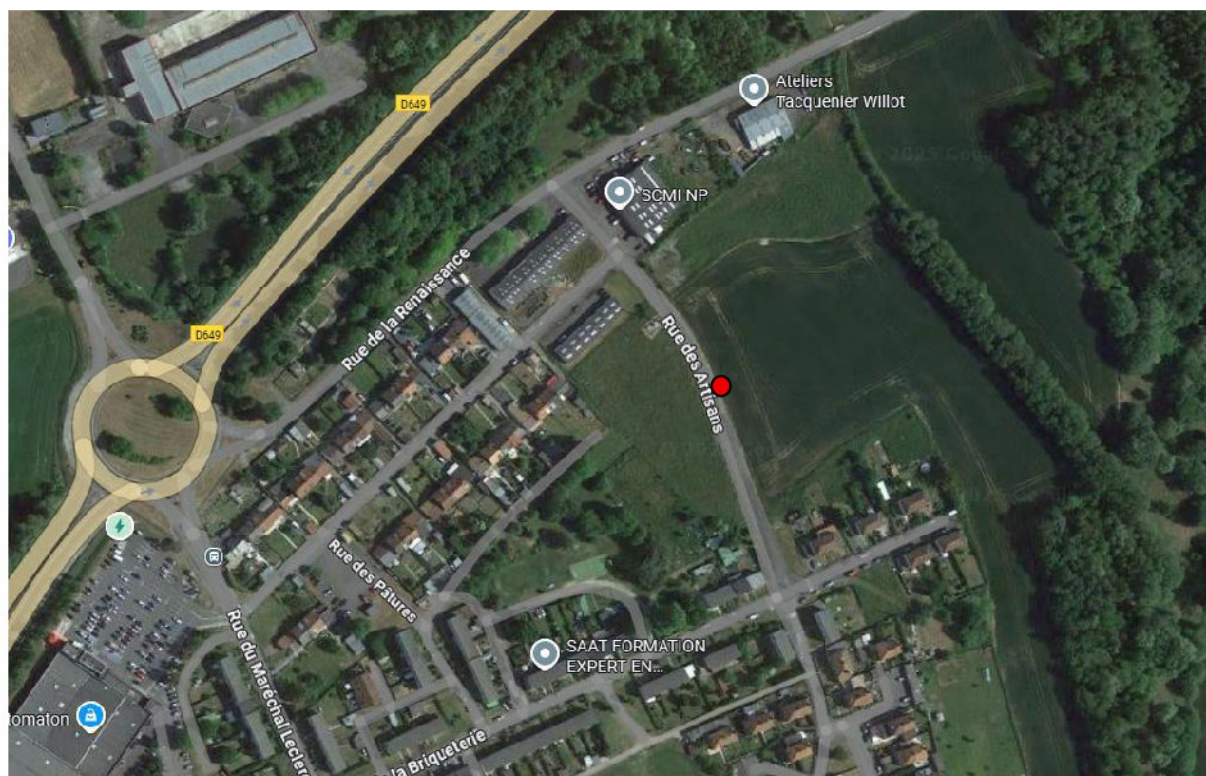
**Directeur Général des Services**



**Localisation des implantations des panneaux d'avis d'enquête publique dans le cadre de la modification de droit commun n°1 du PLUi**

**Principe : les panneaux seront visibles du domaine public.**

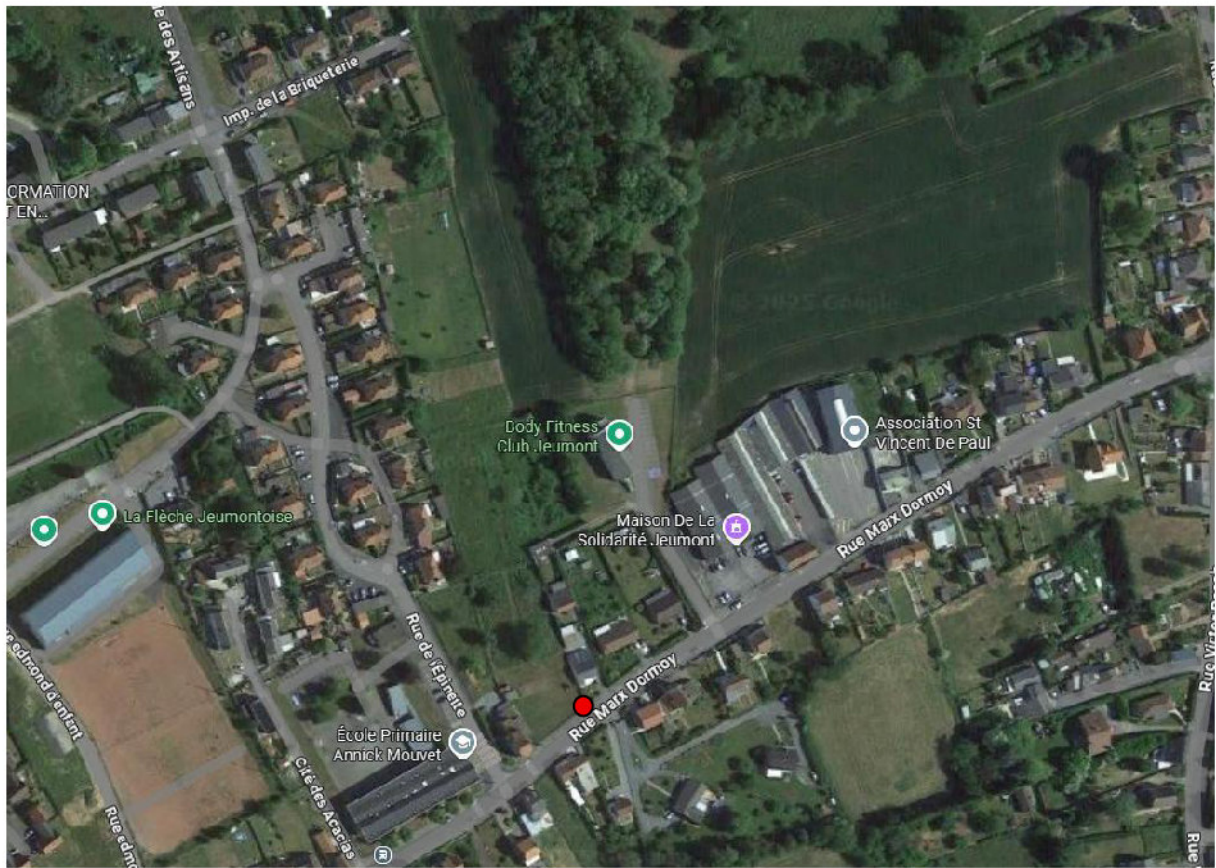
**Implantation n°1**



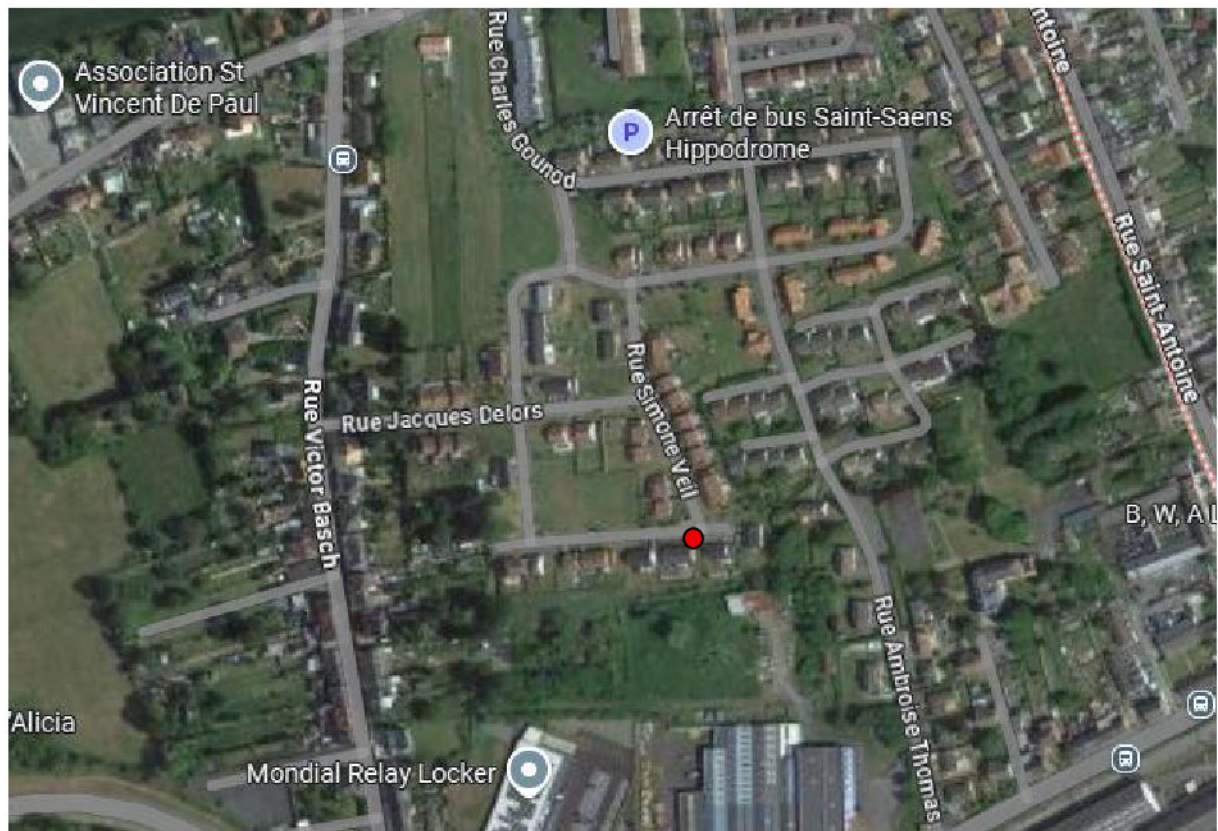
## Implantation n°2



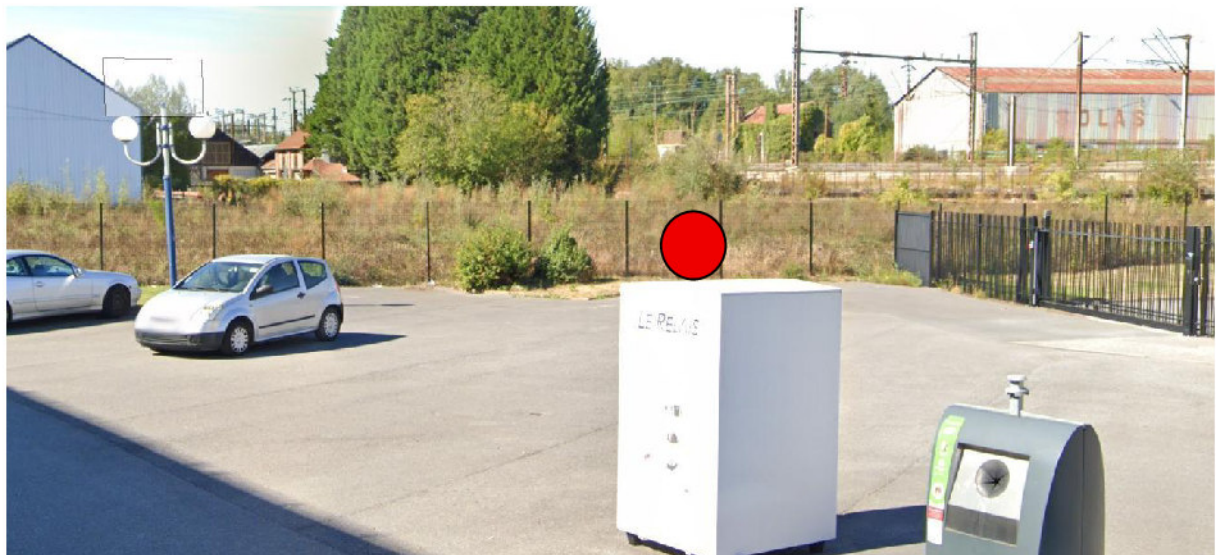
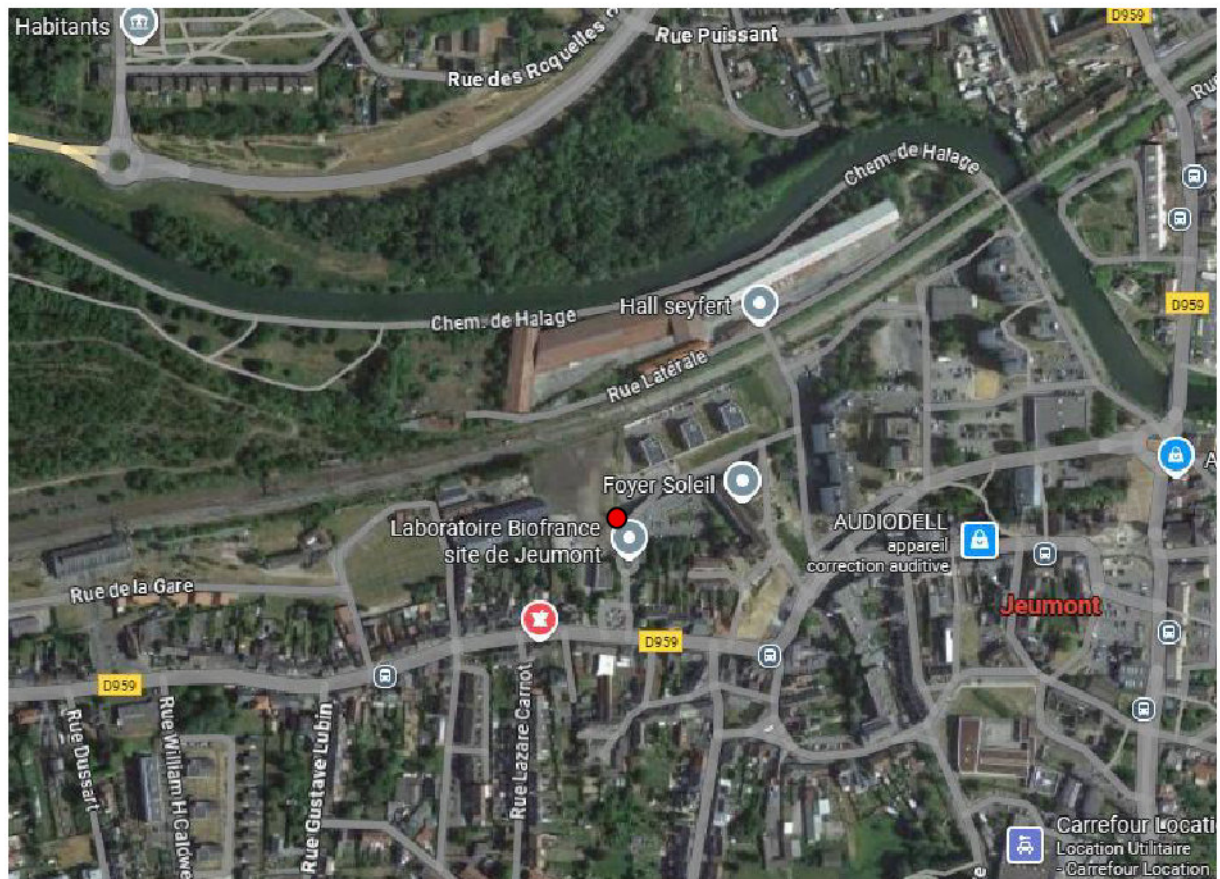
### Implantation n°3



#### Implantation n°4



## Implantation n°5



# **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MAUBEUGE-VAL DE SAMBRE**

**MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU PLAN LOCAL  
D'URBANISME INTERCOMMUNAL**

**(DOSSIER E25000073/59)**

---

**ANNEXE 3 : PROCES VERBAL ET MEMOIRE EN REPONSE**

<p><b>ANNEXE 3.1 : PROCES VERBAL DE FIN D'ENQUETE PUBLIQUE</b></p>
------------------------------------------------------------------------

**Note :** Dans ce document sont reprises les contributions enregistrées sur le registre papier lors de l'enquête.

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MAUBEUGE-VAL DE SAMBRE**

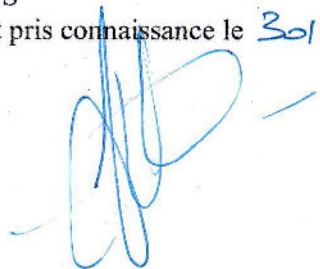
**Modification de droit commun n°1 du plan local  
d'urbanisme intercommunal  
(dossier E25000073/59)**

**Enquête Publique  
Du lundi 8 Septembre au mardi 23 Septembre 2025**

**PROCES VERBAL DE SYNTHESE**

Le Pétitionnaire  
CAMVS

Reçu et pris connaissance le 30/09/25



Le Commissaire Enquêteur  
Jean-Paul DEFOORT

Remis le 30/09/2025



# Sommaire

1.	RAPPEL DES CARACTERISTIQUES DU PROJET .....	3
2.	DETAIL COMPTABLE DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC.....	4
3.	SYNTHESE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE .....	5
3.1.	VISITES .....	5
3.2.	CONTRIBUTIONS AU REGISTRE PAPIER.....	5
3.3.	AUTRES TYPES DE CONTRIBUTIONS.....	5
4.	DEMANDES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	6

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Copie des contributions au registre d'enquête papier

## **1. RAPPEL DES CARACTERISTIQUES DU PROJET**

<b>Porteur du projet</b>	<b>Établissement public foncier (EPF) Hauts-de-France</b>
<b>Organisateur de l'enquête publique</b>	Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre (CAMVS)
<b>Nature du projet</b>	Modification de droit commun n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal
<b>Arrêté de désignation du commissaire enquêteur</b>	N° E25000073/59 en date du 20/05/2025
<b>Arrêté d'ouverture d'enquête</b>	10/07/2025
<b>Signataire de l'arrêté</b>	Monsieur le président de la CAMVS
<b>Créneau de l'enquête publique</b>	8 Septembre 2025 au 23 septembre 2025
<b>Durée de l'enquête publique</b>	16 jours
<b>Siège de l'enquête publique</b>	Mairie de Jeumont
<b>Permanences du Commissaire Enquêteur</b>	Lundi 8 Septembre 2025 de 9 h 00 à 11 h 30 Mardi 23 Septembre 2025 de 14 h 00 à 17 h 00

## **2. DETAIL COMPTABLE DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC**

La participation a été peu importante. Elle est synthétisée dans le tableau qui suit.

<b>Période</b>	<b>Visites au siège</b>	<b>Contributions au registre papier</b>	<b>Courriers</b>	<b>Courriels</b>
Permanence 1 08/09/2025	0	0	0	0
Entre permanences 1 et 2	/	1	0	0
Permanence 2 23/09/2025	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### **3. SYNTHÈSE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE**

#### **3.1. VISITES**

Le commissaire enquêteur n'a reçu aucune personne lors des deux permanences qu'il a tenu en mairie de Jeumont.

#### **3.2. CONTRIBUTIONS AU REGISTRE PAPIER**

La seule contribution portée au registre papier est retranscrite ci-après. Une copie de l'original figure en annexe 1.

##### **Contribution n°1 – non datée – contribution collective**

*« Nous sommes un ensemble de 20 familles du quartier du camp turc à Jeumont (rue du Vieux camp turc, rue de la Briquetterie).*

*Nous nous positionnons contre la construction de ce projet et le changement du PLUi.*

*Le projet apportera des nuisances sonores importantes (circulation des poids lourds de 6h à 22 h), des embouteillages et de la pollution, sans parler de la dégradation du cadre de vie plutôt rural du secteur.*

*Enfin, cette consultation semble se faire de manière très peu sensible à l'information du public du camp turc, le panneau ayant été posé le 16/09/2025.*

*Vous vous apprêtez à transformer la parcelle alors que c'est un endroit de passage pour la faune ; il y a en effet un bosquet qui jouxte cette parcelle. Y passent oiseaux, lapins, rongeurs, etc.*

*Enfin, quelles contreparties pour l'emploi local des jeunes ? ».*

#### **3.3. AUTRES TYPES DE CONTRIBUTIONS**

Durant le créneau réservé à la contribution publique, il n'a été reçu :

- Aucune contribution par courrier postal ;
- Aucune contribution sur la boîte courriel mise à disposition.

#### **4. DEMANDES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Le pétitionnaire pourra, dans un mémoire en réponse à me transmettre, si possible dans les 15 jours suivants la date de remise de ce procès-verbal, commenter la participation du public et apporter son avis et des réponses aux questionnements y figurant.

Il pourra également, dans ce mémoire, apporter les réponses et précisions relatives aux points repris ci-après, afin que je puisse disposer d'éléments complémentaires aptes à m'aider dans le rendu de mon avis.

##### **Éléments à transmettre**

- Copie des parutions de l'avis d'ouverture d'enquête dans la presse
- Certificats d'affichage de cet avis (mairie de Jeumont et CAMVS)

##### **Compléments d'information**

- Existe-t-il des précisions sur les modalités de désenclavement du résidu de parcelle agricole noté 2 sur la figure en page 13 de la notice explicative ?  
Qui en sera Maître d'ouvrage ?
- Dates de mise en place de l'affichage complémentaire sur les 5 sites concernés.

Le 27 Septembre 2025  
Jean-Paul DEFOORT  
Commissaire-enquêteur



**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MAUBEUGE-VAL DE SAMBRE**

**Modification de droit commun n°1 du plan local  
d'urbanisme intercommunal  
(dossier E25000073/59)**

**Enquête Publique  
Du lundi 8 Septembre au mardi 23 Septembre 2025**

**PROCES VERBAL DE SYNTHESE**

**ANNEXE 1**

**Copie des contributions au registre d'enquête papier**

## OBSERVATIONS DU PUBLIC

1<sup>ère</sup> permanence du 08/09/2025 de 9h à 11h30  
Pas de visiteurs

Nous sommes un ensemble de 20 familles du quartier du camp tuc à Jemmont (rue du vieux camp tuc, rue de la briquetteuse). Nous nous positionnons contre la construction de ce projet et le changement du PCVi. Le projet apportera des nuisances sonores importantes (circulation de poids lourds de 6H à 22H), des embouteillages et de la pollution, sans parler de la dégradation du cadre de vie plutôt rural du secteur. Enfin, cette consultation semble se faire de manière très peu amicale à l'information du public du camp tuc. Le panneau ayant été posé le 16/09/2025. Vous nous offrez à transformer la parcelle alors que c'est un endroit de passage pour la faune; il y a en effet un bosquet qui jointe cette parcelle. Y ponde: oiseaux, lapins, sangliers, etc. Enfin, quelles contreparties pour l'emploi local des jeunes?

Familles: Boudjennit, Inachekine, Aïcat  
Azoug, El Boupparfi, el bari, etc

2<sup>ème</sup> permanence du 23/09/2025 de 14h à 17h

Pas de visiteurs

**ANNEXE 3.2 : MEMOIRE EN REPONSE DU  
PETITIONNAIRE**

Réponse par courriel du 10 octobre 2025

Stephanie Juste

assistant IA

vendredi 10 octobre 2025 à 12:01

réception

À : Jean-Paul DEFOORT

Cc : Audrey Surmont

4 pièces jointes [diaporama](#) - [tout enregistrer](#)

Bonjour,

Vous trouverez ci-joint les éléments demandés.

Concernant les registres, nos collègues de l'accueil de la CAMVS nous ont signalés que le dossier était encore dans les locaux. Nous l'avons récupéré et le registre du pôle accueil y figure également.

En ce qui concerne la date d'affichage sur les terrains : l'affichage a été réalisé en date du 23/08/2025 conformément au document de localisation en PJ.

Concernant votre question sur le délaissé agricole, voici le retour de mon collègue au développement économique sur le sujet :

A ce jour, la question de l'exploitation de cette parcelle n'est pas tranchée.

Elle est exploitée au travers d'une convention d'occupation temporaire renouvelée sur une base annuelle, avec à ce jour un accès par l'intérieur de la zone.

D'ici au lancement effectif d'un projet de construction, l'exploitation de la parcelle continuera sur le même mode.

Par la suite, la parcelle sera proposée aux exploitants de la parcelle agricole la plus proche (l'exploitant actuel) ; nous demanderons à la commune de Jeumont un droit de passage sur la parcelle AC 614, sur la partie non boisée qui s'étire entre les deux parcelles agricoles.

Concernant la contribution n°1 :


La CAMVS remercie les 20 familles du quartier du Camp Turc pour leur participation à l'enquête publique et pour la qualité de leurs observations.

Les remarques formulées reflètent un attachement fort au cadre de vie.

Dans le cadre du futur projet, un travail complémentaire sera engagé pour s'assurer que l'intégration du projet respecte les caractéristiques du site et son environnement (évaluation environnementale, traitement architectural, ...).

Vous souhaitant bonne réception des éléments et de cette information.

Cordialement

Stephanie Juste

Compléments de réponse par courriel du 13 octobre 2025 (copie d'écran)

Stephanie Juste

assistant IA

lundi 13 octobre 2025 à 15:41

réception

À : Jean-Paul DEFOORT

Cc : Audrey Surmont

Monsieur Defoort bonjour,

Vous trouverez tout d'abord ci-dessous la réponse complète concernant la contribution.

La CAMVS remercie les 20 familles du quartier du Camp Turc pour leur participation à l'enquête publique et pour la qualité de leurs remarques.

Ces observations montrent un fort attachement à la qualité de vie et à l'environnement du quartier.

**Nuisances sonores, circulation et pollution**

Un travail sera mené avec le futur porteur de projet. Une étude d'impact acoustique et de circulation sera proposée afin d'évaluer précisément le niveau de bruit et les flux de véhicules attendus.

Des mesures pourront être mises en place pour réduire les nuisances, comme :

- La limitation des horaires de circulation des poids lourds,
- La création d'écrans végétalisés.

-

**Cadre de vie et caractère rural du secteur**

La modification du PLUi s'inscrit dans une démarche de développement maîtrisé du territoire.

La CAMVS reste attentive à la préservation du cadre de vie et du caractère rural du Camp Turc.

Cependant, d'autres bâtiments à vocation économique sont déjà présents sur la zone.

Un travail complémentaire sera engagé avec le porteur de projet pour s'assurer que le futur aménagement s'intègre bien dans son environnement (architecture, végétation, traitement paysager, etc.).

-

**Préservation de la faune et du bosquet**

Le projet devra prendre en compte les spécificités naturelles du site. Une évaluation environnementale sera réalisée par le porteur de projet conformément au code de l'environnement, afin d'identifier la faune présente et de prévoir, si nécessaire, des mesures de protection adaptées en fonction du projet.

-

**Information du public**

L'affichage réglementaire sur le terrain a été effectué le 23 août 2025, permettant aux riverains d'être informés de la tenue de l'enquête publique.

-

**Retombées locales et emploi**

La CAMVS sera attentive à ce que le projet puisse générer des retombées positives pour l'emploi local, notamment pour les jeunes de Jeumont.

Des échanges auront lieu avec le porteur de projet pour encourager les partenariats avec les acteurs économiques et les dispositifs d'insertion du territoire.


Pour faire suite à votre demande, vous trouverez ci-joint les parutions dans la Voix du Nord.

Concernant la deuxième publication dans un autre journal, cette dernière n'a pas été effectuée par oubli. La procédure peut-elle être finalisée ?

Dans la négative, quelle démarche doit-on engager pour poursuivre la procédure ?

Dans l'attente de votre retour suite les suites à donner.

Cordialement

Stephanie Juste